

Bid Fax: (819) 997-9776

K1A 0S5

Instructions: Voir aux présentes

MODIFICATION N° 002

NOTA : Une version de WordPro, Annexe D, Critères d'évaluation, est disponible sur demande en envoyant un courriel directement à gail.cook@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

La présente modification vise à modifier la DP et à répondre aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS À LA DP :

1. À la page 1 de la DP, « L'invitation prend fin le »:

Supprimer: 2012-03-12

Insérer: 2012-03-26

QUESTIONS ET RÉPONSES

- Q2. Cette question porte sur le critère O1 des exigences ministérielles pour l'ensemble des sept volets.

La plupart des contrats fondés sur des autorisations de tâches dans le cadre des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) portent sur une année initiale et des années d'option. Le contrat initial est émis pour une période d'un an seulement et peut ne durer qu'une partie de l'exercice et se terminer le 31 mars. La valeur stipulée du contrat est presque toujours inférieure à 1M\$ pendant la première année. C'est pourquoi il est presque impossible de satisfaire à l'exigence demandant que la valeur du contrat soit supérieure à 1M\$.

Veuillez remplacer cette exigence par «une offre à commandes pluriannuelle pour des catégories semblables» ou réduire la valeur du contrat à plus de 300000\$ pour la première année du contrat. Cela permettra aux soumissionnaires d'utiliser les offres à commandes actuelles à titre de références d'entreprise.

- R2. La valeur minimale de 1M\$ du contrat comprend la valeur pendant la période initiale du contrat ainsi que la valeur pour toute prolongation subséquente du contrat.
- Q3. Dans les critères d'évaluation de la soumission pour chaque volet à l'annexe D de la demande de propositions (DP), SOUMISSIONNAIRE: EXIGENCES OBLIGATOIRES – Capacité organisationnelle dans le volet, il est indiqué que «dans les cinq dernières années (...), le soumissionnaire doit avoir eu deux contrats de services de soutien < désignation du volet > avec le gouvernement (...)». Est-ce que le terme «gouvernement» fait uniquement référence au gouvernement fédéral, ou est-ce que d'autres organisations du secteur public canadien (c.-à-d. : provinciales, municipales) seront admissibles dans le cadre de cette exigence?
- R3. Le terme «gouvernement» fait référence à tous les organismes gouvernementaux.

-
- Q4. En vertu de l'article 7.16 (Entrepreneur – coentreprise) à la page 39 de la DP, l'État peut-il confirmer si les fournisseurs de SPICT qualifiés pour le volet 2 peuvent former une coentreprise contractuelle, spécialement pour cette exigence générale de Citoyenneté et Immigration Canada(CIC), ou si les coentreprises contractuelles doivent avoir été préalablement établies dans le cadre du processus de qualification des SPICT pour le volet 2?
- R4. Les coentreprises contractuelles doivent avoir été préalablement établies dans le cadre du processus de qualification des SPICT pour le volet 2.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ ENVOYÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. TOUTE CORRESPONDANCE APPORTANT DES MODIFICATIONS DOIT INDiquer LE NUMÉRO DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER ET LA DATE DE CLÔTURE ET DOIT ÊTRE ADRESSÉE À :

**RÉCEPTION DES SOUMISSIONS
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA
PLACE DU PORTAGE, PHASE III
HALL PRINCIPAL, PIÈCE 0A1
11, RUE LAURIER
GATINEAU (QUÉBEC)
K1A 0S5**